

1948 – 14 mai

# Déclaration d'indépendance d'Israël

En 1917, Par la déclaration Balfour, les Britanniques avaient promis un foyer national aux juifs en Palestine.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies vote le partage de la Palestine entre deux États, l'un juif, l'autre arabe. Le plan est accepté par l'agence juive mais refusé par les délégations arabes.

L'indépendance de l'État d'Israël, est décidée le 12 mai 1948. Les rédacteurs de la déclaration, qui a nécessité quatre ébauches sont [David Ben Gourion](#), [Moshe Shertok](#), [Aharon Tzizling](#) et [Yehuda Leib Maimon](#).

L'indépendance est proclamée au musée de Tel-Aviv, le 5 Iyar 5708, 14 mai 1948 à 16h , veille du jour où devait s'achever le mandat confié à la Grande-Bretagne par la Société des Nations. La cérémonie ne dure qu'une demi-heure .

Le lendemain, sept pays arabes attaquent le tout nouvel Etat.

Source : Traduction publiée par le ministère israélien des affaires étrangères. Traduction publiée par la revue Pouvoirs<sup>1</sup>.

« Eretz-Israël [Le pays d'Israël] est le lieu où naquit le peuple juif. C'est là que se forma son caractère spirituel, religieux et national. C'est là qu'il réalisa son indépendance, créa une culture d'une portée à la fois nationale et universelle et fit don de la Bible au monde entier.

Contraint à l'exil, le peuple juif demeura fidèle au pays d'Israël à travers toutes les dispersions, priant sans cesse pour y revenir, toujours avec l'espoir d'y restaurer sa liberté nationale.

Motivés par cet attachement historique, les juifs s'efforcèrent, au cours des siècles, de retourner au pays de leurs ancêtres pour y reconstituer

leur Etat. Tout au long des dernières décennies, ils s'y rendirent en masse : pionniers, maapilim et défenseurs. Ils y défrichèrent le désert, firent renaître leur langue, bâtirent cités et villages et établirent une communauté en pleine croissance, ayant sa propre vie économique et culturelle. Ils n'aspiraient qu'à la paix encore qu'ils aient toujours été prêts à se défendre.



1 Pouvoirs n°72 - Israël - janvier 1995 - p.121-123

Ils apportèrent les bienfaits du progrès à tous les habitants du pays. Ils nourrirent toujours l'espoir de réaliser leur indépendance nationale.

En 1897, inspiré par la vision de l'Etat juif qu'avait eue Théodore Herzl, le premier congrès sioniste proclama le droit du peuple juif à la renaissance nationale dans son propre pays. Ce droit fut reconnu par la Déclaration Balfour du 2 novembre 1917 et réaffirmé par le mandat de la Société des nations qui accordait une reconnaissance internationale formelle des liens du peuple juif avec la terre d'Israël, ainsi que de son droit d'y reconstituer son foyer national.



La Shoah qui anéantit des millions de juifs en Europe, démontra à nouveau l'urgence de remédier à l'absence d'une patrie juive par le rétablissement de l'Etat juif dans le pays d'Israël, qui ouvrirait ses portes à tous les juifs et conférerait au peuple juif l'égalité des droits au sein de la famille des nations.

Les survivants de la Shoah en Europe, ainsi que des juifs d'autres pays, revendiquant leur droit à une vie de dignité, de liberté et de travail dans la patrie de leurs ancêtres, et sans se laisser

effrayer par les obstacles et la difficulté, cherchèrent sans relâche à rentrer au pays d'Israël.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, le peuple juif dans le pays d'Israël contribua pleinement à la lutte menée par les nations éprises de liberté contre le fléau nazi. Les sacrifices de ses soldats et l'effort de guerre de ses travailleurs le qualifiaient pour prendre place à rang d'égalité parmi les peuples qui fondèrent l'Organisation des Nations unies.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies adopta une résolution prévoyant la création d'un Etat juif indépendant dans le pays d'Israël et invita les habitants du pays à prendre les mesures nécessaires pour appliquer ce plan. La reconnaissance par les Nations unies du droit du peuple juif à établir son Etat indépendant ne saurait être révoquée.

C'est de plus, le droit naturel du peuple juif d'être une nation comme les autres nations et de devenir maître de son destin dans son propre Etat souverain.

En conséquence, nous, membres du conseil national représentant le peuple juif du pays d'Israël et le mouvement sioniste mondial, réunis aujourd'hui, jour de l'expiration du mandat britannique, en assemblée solennelle, et en vertu des droits naturels et historiques du peuple juif, ainsi que de la résolution de l'assemblée générale des Nations Unies, proclamons la fondation de l'État Juif dans le pays d'Israël qui portera le nom d'État d'Israël<sup>2</sup>

Nous déclarons qu'à compter de la fin du mandat, à minuit, dans la nuit du 14 au 15 mai 1948, et jusqu'à ce que des organismes constitutionnels régulièrement élus entrent en fonction, conformément à une Constitution qui devra être adoptée par une Assemblée constituante d'ici le 1er octobre 1948, le présent

<sup>2</sup> Les sionistes religieux ont refusé l'appellation de « République d'Israël »

Conseil agira en tant qu'Assemblée provisoire de l'Etat et que son propre organe exécutif, l'administration nationale, constituera le gouvernement provisoire de l'Etat d'Israël.

L'Etat d'Israël sera ouvert à l'immigration des juifs de tous les pays où ils sont dispersés; il développera le pays au bénéfice de tous ses habitants; il sera fondé sur les principes de liberté, de justice et de paix enseignés par les prophètes d'Israël; il assurera une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race ou de sexe; il garantira la pleine liberté de conscience, de culte, d'éducation et de culture; il assurera la sauvegarde et l'inviolabilité des Lieux saints et des sanctuaires de toutes les religions et respectera les principes de la Charte des Nations unies.



Aux prises avec une brutale agression, Nous invitons cependant les habitants arabes du pays à préserver les voies de la paix et à jouer leur rôle dans le développement de l'Etat sur la base d'une citoyenneté égale et complète et d'une juste représentation dans tous les organismes et les institutions de l'Etat, qu'ils soient provisoires ou permanents.

Nous tendons la main de l'amitié, de la paix et du bon voisinage à tous les Etats qui nous entourent et à leurs peuples. Nous les invitons à coopérer avec la nation juive indépendante pour le bien commun de tous. L'Etat d'Israël est prêt à contribuer au progrès de l'ensemble du Moyen Orient.

Nous lançons un appel au peuple juif de par le monde à se rallier à nous dans la tâche d'immigration et de mise en valeur, et à nous assister dans le grand combat que nous livrons pour réaliser le rêve poursuivi de génération en génération : la rédemption d'Israël.

Confiants en l'Eternel tout-puissant, nous signons cette déclaration sur le sol de la patrie, dans le ville de Tel-Aviv, en cette séance de l'assemblée provisoire de l'Etat, tenue la veille du Chabbath, 5 iyar 5708, quatorze mai mil neuf cent quarante-huit.

(Suivent les 37 signatures des membres du Conseil provisoire du Peuple, et en premier lieu son président, David Ben Gourion. Haïm Weizmann, bloqué à New-York n'y figure pas.



L'État d'Israël est prêt à coopérer avec les organismes et représentants des Nations unies pour l'application de la résolution adoptée par l'Assemblée le 29 novembre 1947 et à prendre toutes les mesures pour réaliser l'union économique de toutes les parties du pays.

Nous faisons appel aux Nations unies afin qu'elles aident le peuple juif à édifier son Etat et qu'elles admettent Israël dans la famille des nations.

David Ben Gourion ; Daniel Auster ; Yitzhak Ben-Zvi ; Mordechai Bentov ; Eliyahu Berligne ; Fritz Bernstein ; Rachel Cohen-Kagan ; Eliyahu Dobkin ; Yehuda Leib Fishman ; Wolf Gold ; Meir Argov ; Avraham Granot ; Yitzhak Gruenbaum ; Kalman Kahana ; Eliezer Kaplan ; Avraham Katznelson ; Saadia Kobashi ; Moshe Kolodny ; Yitzhak-Meir Levin ; Meir David Loewenstein ; Zvi Lurie ; Golda Meyerson ; Nahum Nir ; David-Zvi Pinkas ; Felix Rosenblueth ; David Remez ; Berl Repetur ; Zvi Segal ; Mordechai Shatner ; Ben-Zion Sternberg ; Bechor-Shalom Sheetrit ; Haim-Moshe Shapira ; **Moshe Shertok** ; Herzl Rosenblum ; Aharon Tzizling ; Meir Vilner ; Zerach Warhaftig.

### L'indépendance racontée sur le site du ministère des affaires étrangères d'Israël<sup>3</sup>

Boulevard Rothschild, en plein cœur de Tel-Aviv. Parmi des immeubles datant du tout début du siècle, un édifice recouvert d'un crépi délavé qui fut autrefois le Musée de Tel-Aviv, où la plupart des Israéliens n'ont jamais mis le pied et qu'ils n'ont probablement jamais remarqué non plus. Quelques minutes avant 16 heures, le 14 mai 1948, David Ben-Gourion y pénètre, s'assoit, brandit son marteau de noyer et ouvre la séance en procédant à la lecture de la déclaration d'Indépendance de l'État d'Israël.

Par nécessité plus que par option idéologique, le premier État juif indépendant depuis dix-neuf siècles fut établi à la hâte, sans fanfare, sans défilé militaire ni feux d'artifice, sans même lever de drapeau. Ses ennemis se pressaient à ses portes ; à peine né, sa survie était déjà menacée. L'événement le plus signifiant de l'histoire juive moderne n'est donc certainement pas le plus mémorable.

« Pour la plupart des juifs, l'existence de l'État était doré et déjà un fait accompli. Théodore Herzl, visionnaire du nationalisme juif de la fin du siècle passé, en avait dressé les contours au Premier Congrès sioniste de Bâle, en 1897. En 1917, la déclaration Balfour avait reconnu explicitement le droit du peuple juif à fonder sa patrie en Eretz-Israël, la Palestine. Mais, pour la population juive locale, ce fut le vote du plan de partition de la Palestine à l'Assemblée générale de l'ONU le 29 novembre 1947 qui fut le véritable événement fondateur de l'État juif. Des foules euphoriques se pressaient dans les rues de Jérusalem, de Tel-Aviv et de Haïfa, et dans toutes les localités du Yichouv, la communauté juive de Palestine. Enfin les juifs auraient leur pays et les autorités britanniques seraient évacuées à compter du 1er août 1948.

Toutefois rien de tangible ne s'était produit après le vote du plan de partition de novembre, qui fut évidemment rejeté en bloc par les pays arabes et par le gouvernement britannique. Il fallut attendre cinq mois et demi de violences et d'atermoiements politiques pour que la naissance de l'État d'Israël advienne dans des conditions bien différentes de celles qui avaient été prévues à Lake Success. Préoccupés pendant des mois par leurs opérations contre les Britanniques, les dirigeants du yichouv

3 [lma.gov.il](http://lma.gov.il)

n'avaient pas prévu la rapidité avec laquelle ils seraient livrés à eux-mêmes (les Britanniques ayant décidé unilatéralement d'avancer leur départ au 14 mai), ni la gravité des intentions belliqueuses des pays arabes.

Manquant désespérément d'armes, les juifs de Palestine furent de surcroît accablés par une recommandation en provenance du département d'État américain, qui plongea le président Truman dans un profond embarras et prévoyait que la partition serait remplacée par une tutelle temporaire des Nations unies sur la région. L'exécutif de l'Agence juive, présidé par Ben-Gourion, répliqua immédiatement en informant Washington que les sionistes s'opposaient à tout ajournement de l'Indépendance de leur pays. Heureusement l'enthousiasme manifesté par la communauté des nations à l'égard de l'initiative américaine présentée au Conseil de sécurité le 19 mars fut plutôt tiède, quand elle ne fut pas interprétée comme un désaveu grave de l'autorité onusienne.

Le 1er avril fut adoptée une résolution nettement plus anodine qui préconisait une trêve entre combattants juifs et arabes. Ce jour-même Ben-Gourion, agissant sur le conseil de Yigaël Yadin, commandant des opérations militaires de la Hagana, transforma cette organisation, qui n'était officiellement alors qu'une milice défensive, en une armée d'offensive. Jérusalem et la plus grande partie de la Galilée étant isolées du reste du pays, Ben-Gourion espérait prendre possession du réseau routier de l'intérieur et des hauteurs du pays. Vers la fin du mois d'avril, la Hagana parvint à faire parvenir à Jérusalem un grand convoi de véhicules ; à s'emparer de Haïfa, puis début mai de Safed, rétablissant ainsi les voies de communication entre les localités juives de Galilée orientale. La léthargie de l'Onu avait permis à la communauté juive de Palestine d'imposer une nouvelle réalité militaire.

Parallèlement, la direction sioniste imposa de nouvelles réalités politiques. Vers la fin avril, les Britanniques accélérèrent le rythme de leur évacuation et, dans la confusion qui s'ensuivit, les habitants de la région durent composer avec l'interruption de tous les services publics : poste, chemins de fer, téléphone, entre autres. Pour remplir le vide et poser les fondements de l'État juif, le Conseil général sioniste établit une Moetset Haam ou Conseil national de 37 membres représentant tous les partis et factions de la carte

politique qui, sous la houlette de Ben-Gourion, se mit à agir en tant que parlement provisoire. Une Minhelet Haam, comité exécutif de 13 membres, fut également mise en place, détenant la responsabilité exclusive des forces de défense. Malgré la recrudescence des pressions sur l'Onu pour différer l'Indépendance, la création de cette instance fut le premier acte de facto de création de l'État.

Le 12 mai, au terme d'une séance-marathon de 11 heures, le Conseil national décida que l'Indépendance serait proclamée deux jours plus tard. La décision de ne pas la différer davantage ne fut ni aisée ni unanime. Yadin et Yisraël Galili, commandant-en-chef de la Hagana, informèrent leurs homologues des potentialités et des faiblesses des forces armées disponibles. S'interdisant de prévoir les conséquences militaires d'une invasion à grande échelle des armées arabes les chances de succès et d'échec étant égales ils étaient surtout préoccupés par le moral de leurs 30 000 soldats qui n'avaient à leur disposition qu'un armement élémentaire.

Au cours de cette séance, Golda Meyerson (Méir), directeur du département politique de l'Agence juive, rapporta l'échec de ses négociations avec l'émir Abdallah de Transjordanie dernière tentative pour éviter l'invasion des armées arabes. Moshé Shertok (Sharett), investi des fonctions de ministre des Affaires étrangères du comité exécutif, qui venait de rentrer des Etats-Unis, fit un rapport sur les propositions américaines de cessez-le-feu et sur les tentatives américaines d'ajournement de la déclaration d'Indépendance. George Marshall, le Secrétaire d'État avait mis en garde Shertok contre l'excès de confiance placée dans la Hagana, et contre une éventuelle intervention américaine en cas d'invasion. Shertok lui avait répondu : Nous avons mené notre combat seuls... Nous ne demandons d'aide à personne. Tout ce que nous vous demandons, c'est de ne pas intervenir.

Après une nuit de débats, le gouvernement provisoire vota à une majorité de deux voix le rejet de la proposition de cessez-le-feu américaine et se prononça pour la proclamation de l'Indépendance. Contacté par téléphone à New York, Haïm Weizmann, président de l'Organisation sioniste mondiale, avalisa la décision : Qu'attendent-ils, ces idiots ? , se serait-il exclamé en yiddish, avant d'appeler le président Truman et de lui demander de reconnaître l'État juif qui n'avait pas encore de

nom officiel. Monsieur le Président, notre peuple a le choix entre l'établissement d'un État indépendant ou l'extermination... Je suis convaincu que votre décision sera inspirée par des raisons morales.

Le terrain était prêt. Il ne restait que 48 heures pour rédiger la déclaration d'Indépendance et organiser une quelconque forme de cérémonie le tout ponctué par des rapports alarmants en provenance de Jérusalem et des localités juives du bloc Etsion. La décision de proclamer l'Indépendance le vendredi à 16 h 00, huit heures avant le terme officiel du mandat britannique et pour ne pas profaner le chabbat fut prise à l'unanimité. Une course contre la montre, autrement dit.

Un brouillon de déclaration fut présenté au cours de la réunion du gouvernement provisoire du 12 mai. Il ne fut ni le premier ni le dernier. Trois semaines auparavant, Félix Rosenbluth (le futur Pinchas Rosen), chargé du portefeuille de la Justice et qui allait tout naturellement être nommé ministre de la Justice, avait déjà soulevé des questions auxquelles il lui semblait péremptoire de répondre avant la proclamation : quel nom porterait ce nouvel État ? quels seraient son emblème et sa langue officielle (il proposa l'hébreu, à condition que les citoyens de langue arabe puissent utiliser leur langue dans les tribunaux et l'administration) ; la déclaration serait-elle conforme à la résolution de l'Onu et définirait-elle les frontières du nouvel État telles quelles étaient à ce moment-là ? et dans ce cas, quelles frontières, celles fixées par l'Onu ou d'autres ?

Rosenbluth demanda à Zvi Berenson, conseiller juridique du syndicat des travailleurs la Histadrout (et ultérieurement juge à la Cour suprême d'Israël) de rédiger une première épreuve de la déclaration. En l'absence de directives, Berenson mentionna quatre problèmes principaux : le lien historique reliant le peuple juif à la terre d'Israël ; le substrat national et international qui présidait à la création de l'État, notamment la déclaration Balfour ; la portée du concept de régime démocratique et souverain ; enfin une proclamation des droits civiques et sociaux des nationaux. La version de Berenson est datée du 9 mai.

Une version révisée de cette épreuve fut confiée à trois juristes : A. Beham, A. Hintzheimer et Z.E. Baker. Présentée le 10 mai, elle ne mentionnait pas le nom du nouvel État. C'est cette épreuve qui fut

présentée au cours de la réunion du 12 mai, en même temps qu'un memorandum du Dr Jacob Robinson de New York, conseiller juridique de l'Agence juive dans cette ville (et plus tard conseiller juridique de la délégation israélienne à l'Onu), évoquant les conséquences juridiques d'une déviation par rapport aux directives de l'Onu. Selon Robinson, l'Onu n'avait pas établi le droit du peuple juif à un pays, elle l'avait seulement entériné. A un moment où les troupes britanniques se retiraient, et en l'absence de l'organe exécutif prévu dans les directives du plan de partition, Robinson n'opposa pas d'objections d'ordre juridique. Une conclusion du même ordre fut tirée par Sir Hersch Lauterpacht, juriste international appelé à siéger plus tard à la Cour internationale de justice de La Haye.

Peu de temps fut donc consacré aux problèmes juridiques au cours de la réunion du 12 mai 1948. Ce qui provoqua toutefois des débats houleux, ce fut la question des frontières du nouvel État. Rosenbluth tenait à ce que la déclaration en fasse mention. Ben-Gourion et Aaron Zisling, dirigeant travailliste de gauche, y étaient violemment opposés. Ben-Gourion fit remarquer que la Déclaration américaine d'Indépendance n'évoquait nulle part les limites territoriales des États-Unis. Le pays étant à la veille d'une guerre, Ben-Gourion ne souhaitait évidemment pas définir d'emblée les confins territoriaux du pays, arguant : Nous avons accepté la résolution de l'Onu, les Arabes ne l'ont pas fait. Ils se préparent à entrer en guerre contre nous. Dans le cas où nous parviendrions à les vaincre et à conquérir la Galilée occidentale ou les territoires longeant la route pour Jérusalem, ces régions deviendront partie intégrante de l'État. Pourquoi nous limiter à un tracé que, de toute façon, les Arabes refuseront d'accepter ?

La position de Ben-Gourion, adoptée par cinq votes contre quatre, fut le principal registre débattu ce 12 mai. Puis ce fut le tour du nom à donner au nouveau pays le sous-comité chargé d'examiner la pertinence phonétique en langue arabe des noms suggérés n'avait pas émis d'objection au mot Israël. Restait à trancher entre ce dernier ou Sion, Terre d'Israël, Yehuda et Ever (du mot Ivri hébreu). Aucune décision ne fut prise ce jour-là sur ce point et la rédaction définitive de la déclaration fut confiée à une commission de cinq membres : David Remez, Rosenbluth, Moshé Shapiro, Shertok et Zisling.

Il fut décidé ultérieurement que la cérémonie de

proclamation de l'État se déroulerait dans la galerie principale du Musée de Tel-Aviv. Terrain neutre sur les plans politique et religieux, la galerie principale du Musée de Tel-Aviv présentait l'avantage de se trouver partiellement en sous-sol et d'être percée de hautes fenêtres.

Rétrospectivement, le fait que l'Indépendance ait été proclamée dans lune des premières bâtisses juives de la ville juive de Tel-Aviv est significatif. L'État d'Israël naquit donc en toute modestie sur le lot no 43, le premier gagné à la loterie organisée le 11 avril 1909 par la société Ahuzat Bayit qui avait procédé au lotissement de dunes désertiques portant le nom de Kerem Jibalis (vignoble Jibalis). Le lot était allé à Méir Dizengoff, qui fut plus tard maire de Tel-Aviv et à son épouse Zina, pianiste accomplie. Achevée en 1910, leur maison d'un étage devint le foyer culturel et intellectuel de la cité embryonnaire. Les personnalités artistiques et littéraires de l'époque Bialik, Agnon et Nahum Gutman étaient des habitués de cette résidence où furent reçus Winston Churchill et Albert Einstein. Pour faire face au flux de visiteurs, Dizengoff fit ajouter un deuxième étage en 1926 et, après la mort de sa femme, transforma sa maison en musée, convaincu qu'une ville qui se respectait devait abriter un musée d'art. L'inauguration du bâtiment de trois étages du Musée de Tel-Aviv eut lieu le 23 février 1936, peu de temps avant la mort de Dizengoff.

Bien que n'ayant pas accordé de son temps à l'organisation de la cérémonie chose qui fut laissée à Zeev Sharef, secrétaire de l'Administration nationale et plus tard secrétaire du Cabinet ministériel Ben-Gourion demanda toutefois que seules des œuvres de peintres juifs ou à thèmes juifs soient suspendues sur les murs de la salle. L'exposition en cours fut retirée et les tableaux de Chagall Juif tenant un rouleau de Thora, les Pogroms de Moldowsky et L'Exil d'Hirschberg furent suspendus. Sharef demanda au graphiste Otto Wallish de préparer la salle et le rouleau de parchemin de la déclaration.

Les préparatifs se firent dans la précipitation : deux menuisiers travaillèrent jour et nuit à la fabrication d'une estrade ; des chaises disparates furent empruntées à des cafés proches, les micros d'une boutique à musique avoisinante et le tapis chez un marchand. Wallish fit l'acquisition de lampes. Sur le mur du fond, recouvert d'une pièce d'étoffe bleue trouvée par Wallish dans la coopérative Hamashbir, fut suspendu un portrait

de Herzl emprunté au Fonds national juif où le Conseil national tenait ses réunions. Les drapeaux, des deux côtés du portrait, furent lavés et repassés.

Arye Rifkind du Comité exécutif du Keren Hayessod se chargea des invitations à la cérémonie. Laconiques et simplement signées Le Secrétariat, les invitations stipulaient que l'heure et l'endroit de la cérémonie étaient tenus secrets. La presse fut également contrainte au secret et les câbles aux services de presse étrangers censurés. La mention de se vêtir en costume sombre figurait toutefois sur les cartons. En tout et pour tout, 350 invitations furent envoyées, Rifkind ayant la tâche incommode de rayer de la liste les noms de quelques membres du Conseil national, de sionistes de la première heure, de dirigeants de partis politiques, de maires, de personnalités religieuses ou de membres influents de la Hagana, qui, évidemment, ne lui pardonneraient pas cette humiliation.

Parmi les invités se trouvait le Dr J. Shalit, ancien secrétaire de Herzl qui, au cours du premier Congrès sioniste, à Bâle (1897) avait déployé le drapeau appelé à demeurer la bannière du mouvement sioniste. Cinquante ans plus tard, Shalit demanda qu'on lui confie le même rôle, de déployer cette fois le drapeau de l'État juif. Pour des contraintes de temps et de place, ce rôle lui fut refusé. Un an plus tard, la veille du premier anniversaire du Jour de l'Indépendance, le drapeau fut expédié chez lui et il le déploya sur son balcon, en protestation silencieuse. Un mot d'excuse de Sharef accompagnait le drapeau.

Les invitations furent envoyées le 13 mai. A 18 heures ce jour-là, le Conseil national se réunit pour la dernière fois pour examiner le texte de la déclaration. Le rabbin Y. L. Fishman (Maïmon) arriva à la réunion dans un avion monoplace censé ramener Golda Meyerson à Jérusalem où elle devait s'entretenir pour la dernière fois avec le Haut-Commissaire britannique Sir Alan Cunningham, avant de retourner à Tel-Aviv avec Yitzhak Grünbaum. Mais, en route vers Jérusalem, l'engin eut des problèmes mécaniques et, soucieux de ne pas prendre de risques inutiles en survolant les collines de Judée, le pilote décida de faire demi-tour. Meyerson resta donc à Tel-Aviv pour la cérémonie et Grünbaum dans la ville assiégée.

Ben-Gourion fit un rapport sur la chute de Kfar Etsion et sur la reddition des Arabes de Jaffa. Shertok soumit alors, de la part du sous-comité

chargé de la rédaction de la déclaration, un brouillon de 22 articles que sa fille Yaël avait recopiés à la main. Un document long et légaliste dont Ben-Gourion critiqua les attendus qui précédaient chaque article, sous prétexte qu'ils ne rendaient pas le style hébraïque, ainsi que certaines expressions qu'il trouvait par trop ampoulées. Mais, bien au-delà des menues divergences de vue concernant le style ou le contenu de la déclaration, la pomme de discorde se trouva être la référence au Dieu d'Israël qui figurait dans le dernier article. Zisling s'opposait à la formulation des rédacteurs : confiants en l'Éternel Tout-Puissant, qu'il interprétait comme une profession de foi formulée contre son gré et celui de certains de ses collègues. De leur côté, les deux membres orthodoxes du comité, Fishman et Shapiro, arguaient qu'il était exclu qu'un document signé au nom du judaïsme mondial ne fasse pas mention du Nom divin. Shapiro exprima sa préférence pour Dieu d'Israël, voire pour le Tout-Puissant et le Sauveur d'Israël ; Tsur Israel (Roc d'Israël), expression hébraïque fréquemment employée dans les sources juives, fut également envisagée. Ben-Gourion accepta de confier à un sous-comité restreint (lui-même, Shertok, Fishman et Zisling) la rédaction définitive du texte à la condition préalable que la formule *Tsur Israel* soit adoptée, son interprétation étant laissée à la conscience et aux convictions de chacun. Sa proposition fit l'unanimité.

Le soir-même, dans son appartement de la rue Keren Kayemet, Ben-Gourion récrivit la déclaration. Il fit des coupes claires dans le texte, en extirpa certaines de ses fleurs de rhétorique (se défendant courageusement et vaillamment n'était pas du style de Ben-Gourion) ; élimina les attendus de Shertok (lequel sobstina à penser que cette suppression affaiblissait la portée juridique du document) ainsi que toute référence au plan de partition de l'Onu. Soucieux de mettre en relief dans l'introduction le peuplement de la Terre sainte par les juifs et non la longue période d'exil, il rédigea une nouvelle phrase introductive : Le pays d'Israël est le lieu où naquit le peuple juif. Le vendredi matin, Ben-Gourion présenta sa version aux membres du sous-comité.

Elle le fut de nouveau au cours de la dernière réunion du Conseil national, vendredi après-midi. La question de la mention du Nom divin fut de nouveau soulevée, de même que celle des frontières, cette fois par la faction révisionniste qui, dans son aspiration à voir l'État juif s'étendre

sur les deux rives du Jourdain, insista pour que soient ajoutés les mots dans ses confins historiques. Désireux de se rendre à la cérémonie de proclamation fort du soutien unanime des membres du Conseil, Ben-Gourion suggéra que toutes les objections et réserves soient présentées au cours de la première séance du gouvernement, le dimanche suivant. Le seul changement suggéré et avalisé fut l'adjonction du mot langue à la liste des libertés garanties par la déclaration : de religion, conscience, langue, éducation et culture. Ce fut Ben-Gourion qui décida que le nouvel État se nommerait Israël. Le texte de la déclaration fut voté à l'unanimité au second tour, une heure avant sa lecture officielle.

Les membres du Conseil national se précipitèrent chez eux pour se changer. Sharef resta dans le bâtiment du Fonds national juif, en attendant que les secrétaires finissent d'introduire à la machine les corrections de dernière minute il n'était pas question évidemment de faire calligraphier le document.

Malgré le secret qui avait entouré l'entreprise, la rumeur se répandit comme une traînée de poudre et des foules envahirent les rues proches du musée de Tel-Aviv. Quelques minutes avant 16 heures (Sir Alan Cunningham, le Haut-Commissaire britannique était déjà à bord de l'Euryalus qui devait quitter le port de Haïfa à minuit), la voiture de Ben-Gourion se gara devant le musée. Sous les hourras de la foule et le salut d'un policier en faction, il pénétra dans le musée.

Mais à quelques minutes du moment fatidique, il restait encore un obstacle à surmonter : dépassé par les événements, Sharef se trouvait encore dans le bâtiment du Fonds national juif, la déclaration en main et sans moyen d'arriver à temps à la cérémonie. Organisateur de premier plan quand il sagissait des autres, Sharef avait oublié de prévoir une voiture pour lui-même. Pas de taxi à l'horizon. Il arrêta le premier véhicule de passage. Le jeune homme au volant qui apparemment conduisait sans permis un véhicule d'emprunt, commença par refuser d'accompagner cet importun : il attendait impatiemment de rentrer chez lui pour écouter la lecture de la déclaration à la radio ! Sharef rétorqua : Si vous ne m'amenez pas au Musée immédiatement, vous ne pourrez pas entendre cette déclaration, parce que elle est là, dans ma main. Selon Nahum Nir (plus tard président de la Knesset) qui se trouvait avec Sharef à ce moment-là, la voiture fut ensuite arrêtée par un policier



pour excès de vitesse ! Nir expliqua au policier qu'une contravention était inutile puisque le Mandat britannique n'était plus, et que s'il les retenait plus longtemps, l'État juif ne serait pas proclamé.

Une minute exactement avant 16 heures, Sharef arriva tout essoufflé au musée et remit le document à Ben-Gourion. La salle, comble, parvenait difficilement à contenir tous les invités, les journalistes locaux et étrangers, les cameramen et les photographes. L'Orchestre philharmonique convoqué pour interpréter l'hymne national Hatikva, avait été relégué au deuxième étage, un jeune garçon ayant pour mission de siffler pour indiquer le moment où l'orchestre devrait accompagner le chant de l'hymne national. Mais, selon un témoin, le petit s'était malencontreusement enfermé dans les toilettes du musée. Kol Israel, qui avait été la principale station radio de la Hagana, occupait un coin de la salle. Le champ de vision des reporters de la radio étant obstrué par la foule, ils durent ce jour si décisif de leur histoire où Kol Israel devenait l'Office national de radiodiffusion, réaliser leurs reportages à partir des témoignages de ceux qui avaient le privilège de se trouver à proximité des principaux acteurs.

Le long d'une table dressée sur l'estrade étaient assis onze membres du gouvernement provisoire, avec Ben-Gourion au centre. La rangée au-dessous était occupée par quatorze membres du Conseil national. Deux membres du gouvernement provisoire et dix du Conseil étaient absents.

À 16 heures précises, Ben-Gourion se leva et frappa la table de son marteau. L'Assemblée se leva et entonna la *Hatikva*. Après quoi, Ben-Gourion déclara : Permettez-moi de vous lire la déclaration d'Indépendance de l'État adoptée en première lecture par le Conseil national. Sur un ton monocorde parfaitement maîtrisé, il se lança alors dans la description du contexte historique et des raisons pour lesquelles cette déclaration avait été adoptée, puis, quasiment de la même voix, il prononça les mots fatidiques : Nous proclamons par la présente la fondation de l'État juif en terre d'Israël, qui portera le nom d'État d'Israël. L'assistance se leva en applaudissant à tout rompre. Ben-Gourion poursuivit la lecture du reste de la déclaration : l'élection des grands corps de l'État, légalité des droits de tous les citoyens, la protection des Lieux saints ; un appel à la reconnaissance par l'Onu du droit d'Israël à être admis dans la famille des nations et aux habitants

arabes à préserver les voies de la paix et à jouer leur rôle dans le développement de l'État sur la base d'une citoyenneté égale et complète et d'une juste représentation dans tous les organismes et institutions de l'État ; enfin, un appel au peuple juif du monde à se rallier aux desseins des dirigeants du nouvel État.

Ben-Gourion lut alors le dernier paragraphe : Confiants en Tsur Israel, nous signons cette déclaration sur le sol de la patrie, dans la ville de Tel-Aviv, en cette séance de l'Assemblée provisoire de l'État, tenue la veille du chabbath, le cinq du mois de Iyar 5708, quatorze mai mil neuf cent quarante-huit. Le tout avait pris dix-sept minutes.

Le rabbin Fishman, d'une voix chevrotante d'émotion prononça alors la bénédiction : Chehéyanu vekiyemanu vehiguiyanu lazeman hazé (Béni sois-tu, Seigneur notre Dieu, roi de l'univers, qui nous a maintenus en vie, nous a soutenus et nous a permis d'atteindre ce jour). Un amen fervent de l'assistance retentit dans la salle.

Ben-Gourion lut alors l'ordonnance sur l'établissement de l'État, votée le même jour, qui investissait le Conseil national de l'autorité suprême en matière législative et révoquait toutes les dispositions du Livre blanc de 1939. L'abolition officielle des décrets honnis qui restreignaient si sévèrement l'immigration juive fut accueillie par des applaudissements enthousiastes.

Il restait à signer la déclaration d'Indépendance. Zeev Sharef convia chacun des membres du Conseil national à venir signer, Ben-Gourion d'abord, puis les autres par ordre alphabétique. Assis aux côtés de Ben-Gourion, Moshé Shertok laida à maintenir le parchemin encore vierge, le texte tapé à la machine étant attaché avec une agrafe. Les semaines suivantes, les membres hiérosolymitains du Conseil et ceux qui se trouvaient à l'étranger se rendirent à Tel-Aviv pour signer le document avant qu'il ne soit transféré en lieu sûr à la banque Anglo-Palestine (la banque Leumi actuelle). Le rouleau fut confié à un calligraphe dont le travail, soit qu'il eût utilisé une encre de mauvaise qualité (certains dirent même qu'il fit des taches sur le document), soit qu'il fût peu qualifié, fut jugé insatisfaisant et retourné au studio Wallish. Un nouveau rouleau fut copié et les signatures attachées au fil et à l'aiguille.

Ben-Gourion avait insisté pour que chacun signe de son nom hébraïque. Certains ne le firent pas,

tels Golda Meyerson et Moshé Shertok. Herzl Rosenblum, rédacteur du quotidien Yediot Aharonot, et membre du parti Révisionniste reconnu plus tard qu'il avait regretté d'avoir signé Herzl Vardi et reprit son patronyme presque immédiatement après la cérémonie. Mordekhaï Ben-Tov signa en tout petits caractères en signe d'humilité et le rabbin Fishman inscrivit le sigle hébraïque avec l'aide de Dieu auprès de sa signature, sa façon à lui de réagir à l'omission du Nom divin dans la déclaration d'Indépendance. Certains prétendent qu'une place fut réservée à Haïm Weizmann, qui, bien que ne faisant pas partie du Conseil national, fut blessé que son paraphe ne figurât pas sur la déclaration malgré sa contribution exceptionnelle à la création de l'État.

Moshé Shertok fut le dernier à signer. Les assistants se levèrent en applaudissant et l'Orchestre philharmonique joua l'hymne national. Immédiatement après, Ben-Gourion frappa la table de son marteau et déclara : l'État d'Israël est établi. Cette assemblée est close. La cérémonie de proclamation de l'Indépendance de l'État avait été expédiée en 32 minutes. Trente-deux minutes pour restaurer l'Indépendance d'un peuple exilé pendant 2000 ans. Dans son journal, Ben-Gourion écrivit simplement : À quatre heures, proclamation de l'Indépendance. Dans tout le pays, c'est la joie et l'allégresse et, comme le 29 novembre, je me sens endeuillé parmi des gens qui se réjouissent.

A l'extérieur du musée, beaucoup dansaient, certains pleuraient. On s'arrachait les exemplaires du Yom laMedina (le Jour de l'État), une édition spéciale publiée de concert par les grands quotidiens qui avaient laissé de côté pour la circonstance leurs dissensions partisans, on lisait avec attention les notices annonçant que la mobilisation des soldats se poursuivrait pendant le shabbat. La Hagana distribua des tracts appelant les habitants du pays à construire des abris et à éviter les rassemblements. Plus tard, dans la journée, les États-Unis reconnurent de facto le nouvel État et, avant le crépuscule, Ben-Gourion s'adressa au peuple américain dans un discours radiodiffusé.

Il n'avait pas fini son allocution que des avions égyptiens piquaient sur Tel-Aviv et commençaient à bombarder la ville. A la fin de son discours, le Premier ministre se précipita à l'aéroport de Sde Dov qui avait été touché par les bombes égyptiennes.

Cinquante ans plus tard, la voix de Ben-Gourion

retentit encore au 16, boulevard Rothschild. Après la guerre d'Indépendance, le Musée de Tel-Aviv se développa avant de se déplacer en 1971 au pavillon Helena Rubinstein, situé à quelques encablures. Le bâtiment du boulevard Rothschild devint un institut de recherche biblique, une des entreprises de prédilection de Ben-Gourion. Vers la fin des années soixante-dix, la mairie de Tel-Aviv restaura la grande salle du rez-de-chaussée, lui redonnant l'aspect qu'elle avait le jour de la proclamation de l'État. La salle de l'Indépendance, placée sous le gide du Musée Eretz-Israel, a ouvert ses portes aux visiteurs en 1978. Des photos, des cartes, des coupures de journaux et autres documents connexes (notamment les nombreuses versions de la déclaration) sont exposés dans les pièces contiguës.

Si la salle où l'Indépendance a été proclamée est restée quasiment inconnue du public jusqu'à une date récente (on estime même que 80 % de la population israélienne n'a aucune idée de l'endroit où eut lieu la proclamation de l'Indépendance), elle a fini par s'imposer sur la carte historique et culturelle du pays. Le cinquantenaire de l'État a attiré de nombreux visiteurs, écoliers et touristes. La projection d'un court métrage retrace l'esprit pionnier des débuts de Tel-Aviv.

Il est émouvant de s'asseoir dans la salle où a été proclamé l'État juif. Mis à part les chaises, assorties désormais, et la plupart des tableaux de maîtres, suspendus à l'heure actuelle au Musée de Tel-Aviv et à la Knesset et qui ont été remplacés par des œuvres moins célèbres, l'atmosphère est restée authentique. Il y a toujours la photographie de Herzl et les drapeaux, la longue table et les microphones de l'époque. Un enregistrement de la voix de Ben-Gourion lisant la déclaration d'Indépendance de l'État d'Israël résonne dans la salle. Et quand les visiteurs modernes joignent leurs voix à ceux qui entonnaient il y a cinquante ans la Hatikva, une émotion presque mystique plane encore dans l'air. «

*Annales de la déclaration d'indépendance de l'État  
d'Israël – 31 août 1999*

*Shelley-Kleiman - traduit par A.M.S*

Article du Figaro du 15 mai 1948

«Israël» est né

Cette nuit, à zéro heure, le mandat sur la Palestine, confié, il y a vingt-huit ans par la Société des Nations, à la Grande-Bretagne, a pris fin.

Cet événement capital doit provoquer à la même heure trois séries d'effets. Le départ de Sir Alan Cunningham, haut-commissaire britannique en Terre Sainte; l'entrée des troupes égyptiennes en Palestine, enfin la proclamation de l'État juif.

Les membres du Conseil National, représentant le peuple juif de Palestine, et le Mouvement sioniste mondial, réunis en assemblée solennelle à Tel Aviv, viennent en effet de proclamer l'Etat juif de Palestine sous le nom d'Israël.

Le texte de la proclamation déclare notamment:

«La proclamation de l'Etat Juif est faite en vertu des droits naturels et historiques du peuple Juif et de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 29 novembre 1947.

«Nous déclarons que depuis cette nuit, jusqu'à ce que des organismes constitutionnels entrent en fonction à la suite d'élections qui devront se dérouler avant octobre 1948, le Conseil national agira en tant qu'Assemblée provisoire de l'État, l'administration de la nation étant à partir d'aujourd'hui assurée par le gouvernement provisoire de l'Etat d'Israël.

«L'Etat d'Israël est ouvert à l'immigration des Juifs dispersés dans tous les pays. Le régime sera fondé sur la liberté, la justice et la paix, enseignés par les prophètes juifs.»

**Le départ du haut-commissaire britannique**

Dans la matinée de vendredi, la flamme aux couleurs du haut-commissaire britannique avait été amenée sur le toit de l'immeuble du gouvernement à Jérusalem. Sir Alan Cunningham s'était ensuite rendu à l'aérodrome de la ville où, après avoir passé en revue une compagnie d'honneur de la R. A. F. il avait pris l'avion pour

Haïfa.



Avant de quitter la ville, le haut-commissaire avait dans un message d'adieu, lancé un appel pour la «paix et la compréhension entre les Juifs et les Arabes en Terre Sainte» et leur avait demandé de sauver la Ville Sainte de la destruction.

C'est dans le port d'Haïfa que l'attendait le croiseur Euryalus sur lequel il est monté à dix heures. Le navire devait quitter le port sous les fusées éclairantes, tandis que tous les bâtiments britanniques stationnés dans la rade actionnaient leurs sirènes

**Intervention égyptienne**

Au même moment, les troupes égyptiennes pénétreront en Terre Sainte. Un communiqué officiel du gouvernement du Caire vient, en effet, d'annoncer cette décision.

Des officiers supérieurs des forces aériennes égyptiennes se sont rendus, hier, par avion à El Arish, à la frontière palestinienne où se tenait une conférence militaire au cours de laquelle toutes dispositions ont été prises dans ce but.

Dès le début des opérations, l'état de siège sera proclamé sur toute l'étendue du territoire égyptien. La censure militaire sur les informations de presse et sur les communications postales sera instituée. Tous les édifices publics et gouvernementaux seront gardés par la troupe. Les personnes

suspectes, qui sont depuis deux Jours l'objet d'une surveillance spéciale, seront internées au camp de Abbasteh.

L'armée égyptienne compte environ 40.000 hommes; dimanche dernier, un crédit spécial de 4 millions de livres a été voté pour couvrir les dépenses que nécessiteront les opérations militaires à la frontière de Palestine.

De son côté, le secrétariat général de la Ligue a publié au cours de la nuit dernière la déclaration formelle «état de guerre» avec les Juifs de Palestine.

En Terre Sainte, la dernière journée de mandat britannique a été marquée par une recrudescence des combats et par les derniers préparatifs des Juifs en vue de s'opposer à une invasion du pays.

Tout membre, homme ou femme, de la réserve et de l'auxiliaire doit se considérer en «alerte». Pour la première fois la presse juive donne des consignes en cas d'attaques aériennes. Les véhicules servant aux transports publics ont été réquisitionnés.

Les chefs militaires de la Haganah déclarent que leur armée, forte de 50.000 hommes, la mieux équipée du Moyen-Orient, est prête à s'opposer à toute invasion.

Jérusalem se trouve probablement coupée du monde extérieur. Aucun câble ne peut plus être envoyé.

Aux termes d'un accord arabo-juif signé le 1<sup>er</sup> avril, Jaffa est devenu un port contrôlé par les Juifs. Les forces de la Haganah pénétreront dans la ville dès que les troupes anglaises quitteront Jaffa pour l'Egypte.

Dans le sud du pays, une violente bataille se déroule entre la légion arabe et les hommes de la Haganah qui défendent la colonie juive de Kfar Etzion.

Pendant ce temps, à Lake Success, dans les organismes de l'O.N.U. essaient de trouver une solution de dernière heure au conflit qui semble maintenant inévitable.

La Commission politique de l'Assemblée générale étudie une proposition américaine selon laquelle un médiateur de l'O.N.U. serait envoyé en Palestine, tandis que la commission palestinienne serait dissoute. Il serait désigné par les Cinq Grands et aurait pouvoir «de faire usage de ses bons offices avec l'aide des autorités locales en Palestine».

Article du Monde 17 mai 1948

**L'État d'Israël proclamé cette nuit a été aussitôt reconnu à Washington L' " invasion " arabe est précédée du bombardement de Tel-Aviv Les forces juives occupent Jérusalem**



De son côté Nokrachy pacha, premier ministre d'Egypte, a lancé le message radiodiffusé suivant : " L'ordre a été donné aux forces armées de l'Egypte de pénétrer en Palestine dans l'intention de rétablir la sécurité et l'ordre dans ce pays et de mettre un terme aux massacres perpétrés par des bandes terroristes sionistes contrairement à toute loi humaine. "

Publié le 17 mai 1948

À 16 heures hier vendredi, huit heures avant l'expiration du mandat britannique, le nouvel État d'Israël a été proclamé.

C'est M. David Ben Gourion, président du comité exécutif de l'Agence juive, qui a lu devant les délégués membres du Conseil national juif, représentant le judaïsme palestinien et le sionisme mondial, réunis au musée de Tel-Aviv, la proclamation de l'indépendance du nouvel État.

La proclamation dit notamment :

" Nous déclarons ici qu'à partir de la date d'expiration du mandat, c'est-à-dire le 15 mai à 0 heure, une Constitution nationale devra être établie par une Assemblée constituante dont les travaux devront être terminés au plus tard le 1er octobre 1948. Le Conseil national actuel fera fonction de Conseil d'État provisoire, et son organe exécutif - l'administration nationale - constituera

le gouvernement provisoire de, l'État d'Israël.

" L'État d'Israël sera ouvert à l'immigration des juifs de tous les pays, et leur arrivée permettra de favoriser le développement du pays pour le plus grand bien de tous ses habitants. L'État d'Israël sera fondé sur les préceptes de la justice, de la liberté et de la paix qu'ont enseignés les prophètes hébreux. Il établira une complète égalité des droits de tous les citoyens sans distinction de race, de foi ni de sexe, et garantira la pleine liberté de culte, l'éducation et la culture pour tous. Il garantira le caractère sacré et l'inviolabilité des lieux saints de toutes les religions. Il se conformera aux principes de la charte des Nations unies. "

La proclamation affirme ensuite la volonté de l'État juif de collaborer à l'unification économique de la Palestine tout entière, et fait appel aux Nations unies pour qu'elles aident le peuple juif dans l'accomplissement de la tâche qui lui incombe.

La composition du gouvernement provisoire de l'État d'Israël a été annoncée peu après.

Le gouvernement est présidé par M. Ben Gourion qui détient aussi le portefeuille de la défense et assume le commandement suprême des forces armées.

Les rabbins J. M. Fishman et I. M. Levin ont fonction de ministres sans portefeuille.

La première mesure édictée par le gouvernement provisoire a été l'abrogation avec effet rétroactif au 18 mai 1939 du Livre blanc de 1939 qui restreignait l'immigration juive et la vente de terrains aux israélites.

Au moment même où M. Ben Gourion donnait lecture de la proclamation un bombardement aérien était déclenché par surprise contre Tel-Aviv.

Six Spitfires n'arborant aucune marque d'identification lançaient chacun deux bombes contre le quartier du port dont la défense antiaérienne était faible. C'est par celle attaque imprévue que les États arabes commençaient leurs hostilités contre le nouvel État.

Un communiqué de la Haganah annonce qu'au moins un des appareils a été abattu. Le pilote, un Égyptien, a été fait prisonnier.

Peu après on apprenait que dans les États arabes limitrophes de la Palestine l'état de siège était proclamé et que les armées syro-libanaises par le nord, la Légion arabe et l'armée irakienne par l'est, l'armée égyptienne par le sud avaient franchi les frontières de la Palestine.

Le roi Abdallah de Transjordanie, commandant suprême des armées arabes, a lancé un manifeste radiodiffusé annonçant dans ces termes l'ouverture des hostilités :

" Je considère que le fin de mandat britannique annule toutes les promesses faites aux Juifs par la déclaration Bal-four.

" Je déclare que les Juifs n'ont plus aucun droit en Palestine.

" Les Juifs n'ayant pas répondu à mes offres antérieures aucun privilège d'autonomie locale ne leur sera accordé désormais. "

La Haganah occupe Jérusalem

Les forces de la Haganah, qui devient l'armée nationale du nouvel État, ont lancé dans la journée de vendredi deux offensives d'envergure l'une pour s'assurer le contrôle de Jérusalem, la seconde en direction de Saint-Jean-d'Acre, en Galilée occidentale.

Selon les dernières nouvelles la presque totalité de Jérusalem est maintenant aux mains de l'armée juive, à l'exception du centre fortifié de la ville qui avait été occupé par la Légion arabe et des partisans locaux dès le retrait des troupes britanniques.

En Galilée occidentale, entre la mer et la frontière libanaise, les forces de la Haganah ont capturé trois villages et combattent maintenant aux alentours de Saint-Jean-d'Acre, où elles se sont emparées de la colline Napoléon, sur la route qui mène de Saint-Jean-d'Acre à Haïfa. Plusieurs villages arabes ont été occupés par les forces juives.

Devant Saint-Jean-d'Acre, qui est dans la zone attribuée aux Arabes par le plan de l'O.N.U., la bataille se poursuit, les troupes arabes étant sans cesse renforcées par des éléments qui franchissent la frontière libanaise.

Le commandement en chef de la Haganah a diffusé un appel à la population juive, l'invitant à se tenir prête à une invasion et à des attaques aériennes possibles.

Un " black-out " partiel a été promulgué dans les principales agglomérations juives.

Des tranchées sont creusées dans les colonies rurales, des civils construisent des abris dans les villes, et partout la population a été priée de s'abstenir de se rassembler dans les rues.

La déclaration du président Truman

La Maison Blanche a publié vendredi soir une déclaration du président Truman au sujet de la reconnaissance par les États-Unis de l'État d'Israël.

" Le gouvernement américain, est-il dit dans celle déclaration, a été informé que l'État juif avait été proclamé en Palestine et que sa reconnaissance avait été demandée par le gouvernement provisoire de cet État.

" Les États-Unis reconnaissent le gouvernement provisoire comme autorité de facto du nouvel État d'Israël. "

Le communiqué de la Maison Blanche exprime d'autre part l'espoir que " le nouveau gouvernement joindrait ses efforts à ceux des Nations unies pour mettre fin au conflit en Palestine."

Le délégué du Guatemala a annoncé à la tribune de l'Assemblée générale de l'O.N.U. que son gouvernement reconnaissait le nouvel État Juif.

## Le Monde 19 mai 1948

### LA LÉGION ARABE s'efforce d'isoler Jérusalem Israël reconnu par l'U.R.S.S.

Par J. SALLEBERT. Publié le 19 mai 1948

Au quatrième Jour de l'entrée en territoire palestinien des armées arabes, la situation militaire demeure assez confuse.

Poursuivant leur avance le long du littoral, les troupes égyptiennes paraissent s'être heurtées au nord de Gaza à des forces importantes de la Haganah. La colonne qui, à travers le désert, avance vers Beercheba annonce la capture de deux colonies juives Isolées dans le Neguev.

La grande incertitude demeure Jérusalem. Dans la ville sainte, les Israélites au nombre de 100.000 sont en majorité; mais, là encore, ils forment un îlot au milieu d'une région entièrement arabe qui comprend les montagnes de Judée et de Samarie. Le grand problème pour les forces Juives demeure de maintenir ouverte la route reliant Jérusalem à Tel-Aviv. Sur ce front ce sont les forces hachémites d'Irak et de Transjordanie, renforcées par les irréguliers de Fawzi Kawkji, qui opèrent du côté arabe, sous le commandement personnel du roi Abdallah.

Aucun engagement d'envergure ne s'est encore produit; la légion arabe - qui d'autre part paraît soucieuse de ne pas déborder pour le moment les limites fixées à l'État arabe par le plan de partage - se borne à attaquer en nombre les colonies Israélites éparpillées autour de la ville sainte.

Profitant de leur supériorité aérienne présente, les Égyptiens ont pour la neuvième fois bombardé Tel-Aviv.

Dans les faubourgs nord de la ville un petit hôpital et plusieurs immeubles voisins ont été touchés par les bombes et mitraillés.

Cependant les Juifs commencent à recevoir du matériel, et pour la première fois un tir de D.C.A. a accueilli les assaillants, abattant un appareil dont le pilote a été fait prisonnier par deux jeunes filles.

Dans une émission en arabe à l'adresse de l'Égypte

et des autres pays arabes qui ont attaqué la Palestine, la nouvelle station radiophonique " la Voix d'Israël " annonce que des raids de représailles seront effectués à bref délai sur les grandes villes arabes.

A l'ouest de Tel-Aviv la légion arabe annonce qu'elle a capturé Lydda. Le village de Lydda, aux termes du plan de partage, fait partie de la zone arabe, et l'on ignore si les troupes transjordaniennes ont capturé l'aérodrome de Lydda, qui, lui, est compris dans l'État d'Israël.

Enfin - selon l'United Press - on confirme officiellement que le port arabe de Saint-Jean d'Acre en Galilée occidentale est tombé aux mains des Juifs.

Selon l'agence Reuter, aux termes de la capitulation toutes les troupes arabes étrangères, ainsi que les armes, doivent être remises aux Juifs.

Avec la prise de ce port la Haganah contrôle désormais toute la côte nord de la Palestine à l'exception de Haïfa où se trouvent encore des troupes britanniques.

Les Juifs comprennent qu'un " baroud d'honneur " est nécessaire aux Arabes

Tel-Aviv, 18 mai. - Après vingt-quatre heures de combat il semble que dans l'ensemble la guerre palestinienne doive se dérouler suivant un scénario prévu. Les Juifs restent sur la défensive sauf dans le Nord où ils occupent Saint-Jean-d'Acre.

Du côté arabe le problème est de faire le maximum avec le minimum de frais. Les attaques de colonies isolées dans le Neguev et ailleurs sont souvent repoussées, mais permettent aux Arabes la publication de communiqués retentissants en annonçant des pertes importantes, le Liban va probablement se sentir dégagé de l'obligation d'une nouvelle intervention.

L'intervention de l'armée égyptienne, qui a occupé Gaza dès lundi, a été probablement décidée pour éviter à la légion arabe d'entrer en contact brutal avec la Haganah en traversant la zone juive.

Cette attitude est probablement encouragée par les Britanniques. Néanmoins, ultérieurement, il sera nécessaire pour Abdallah de sortir de sa réserve juste suffisamment pour donner satisfaction à l'opinion publique arabe.

Les Juifs comprennent très bien la situation et la nécessité du " baroud d'honneur " pour les Arabes. Il y a de bonnes raisons de croire que les conversations entre les Juifs et le roi Abdallah se poursuivent clandestinement,

L'État d'Israël cependant s'installe dans l'état de guerre et donne une impression remarquable d'organisation.

La mobilisation juive se poursuit dans le calme. Les derniers réfugiés, arrivés déjà entraînés, sont montés immédiatement en ligne. L'armement semble déjà très correct et en grande partie fabriqué sur place. Les bombardements de Tel-Aviv ne gênent pas l'approvisionnement en munitions et en armes qui se poursuit normalement.

J. SALLEBERT.

\*\*\*